

Liste des intervenants du cycle 2025

(Par ordre d'intervention)

Jean-François RIAL, président directeur général de Voyageurs du Monde.

Professeur Grégory QUENET, historien de l'environnement, professeur des universités.

Marguerite LENA, philosophe.

Xavier LEMOINE, maire de Montfermeil.

Professeur Franck BAYLE, médecin psychiatre, professeur des universités.

Jean-Christophe FROMANTIN, maire, chercheur-associé Chaire ETI-Paris-Sorbonne.

Christian WALTER, actuaire agrégé, docteur en sciences économiques.

Emmanuel de LIPKOWSKI, président, CEO d'Hyperion Stellar Technologie.

François ALTER, conseiller spécial du Président du CNES.

Christophe AULNETTE, ancien Président de Microsoft Asie du Sud et de Microsoft France.

Hélène ARAMBOUROU, adjointe au directeur France Stratégie.

Eric TROMEUR, chercheur France Stratégie.

Général Eric PELTIER, directeur général adjoint de la DGRIS.

Claude REVEL, ancienne déléguée interministérielle à l'intelligence économique.

Philippe RODRIGUEZ, dirigeant d'Avolta, expert sur les sujets de blockchain

Professeur Thierry POUCH, économiste, chef du service études et prospectives des Chambres d'Agriculture France.

Nathalie COLLIN, directrice générale de la branche grand public et numérique. La Poste Groupe.

Recteur Gérard-François DUMONT, professeur à la Sorbonne.

ANTICIPATIONS

L'urgence d'anticiper ou le risque de s'effondrer

Les crises, économique, écologique, sociale ou géopolitique, dont la technologie précipite l'intensité, ne procèdent-elles pas de quelques déterminants communs ? La question se pose à double titre : elles génèrent des effets plus difficiles pour les populations ; l'engagement économique, social ou politique se dissout dans un sentiment d'impuissance, voire de résignation. Les tensions sont fortes entre la profondeur des défis et la superficialité des décisions.

L'anticipation naît de ce constat, et de la nécessité d'engager une approche holistique et frontale des enjeux. Car traiter les crises, les unes après les autres, avec au mieux des mesures de moyen terme, au pire des rustines, est l'assurance qu'elles s'enchaînent, à des rythmes plus rapides, aux conséquences plus délétères ; les traiter techniquement, avec plus de normes et de règlements, en relativisant le déterminant humain, participe d'un court-termisme qui n'ouvre pas non plus vers des réponses durables.

Mais l'anticipation n'est pas tant une méthode qu'une culture. Elle ne s'enseigne pas dans les universités ; elle relève de dispositions personnelles ou collectives qu'il nous appartient de cultiver. Nous n'allons pas dans ce sens : le confort de l'entre soi, l'étanchéité des silos, la spécialisation des tâches, les chaînes de valeurs, nous isolent des réalités du monde. Pire : nos enfermements nous laissent à croire que nous pourrions tout résoudre.

La complexité du monde, nos interdépendances et l'accélération des changements doivent nous amener à casser cette conviction que les processus opèrent dans un développement linéaire, que nos silos sont solides et que nos constructions sont inébranlables. Les crises démontrent la fragilité des certitudes dont nous sommes perclus.

Comment faire prospérer cette culture de l'anticipation ?

D'abord en acceptant un principe : se laisser déstabiliser aujourd'hui pour ne pas s'écrouler demain ! C'est le plus difficile. Car nos enfermements rendent ce prérequis sensible. Identifions néanmoins trois principes à notre portée :

L'information d'abord, au sens large. L'exercice est difficile compte-tenu du flot d'informations disponibles. Mais s'informer n'est pas tant une question de volume qu'un exercice d'ouverture. Lire, voyager, écouter, diversifier ses sources est le premier outil pour capter les signaux faibles et s'extraire de la routine. Fort d'une curiosité intense, nous évitons les biais cognitifs et nous stimulons notre esprit critique.

Être agile pour casser les inerties. C'est le deuxième principe. Nos organisations sont trop lentes et hésitantes pour suivre la vitesse des changements. Quelle est l'efficacité d'une réunion à 10 ou 15 au cours de laquelle défile une centaine de slides perclus de textes, de schémas et d'histogrammes ? Nos codes et nos hiérarchies, bien que nécessaires, ne doivent pas devenir la fin, mais rester des moyens. Car le temps occupé à faire vivre des systèmes s'oppose à celui de la créativité et de l'audace.

La troisième idée procède des deux précédentes : l'hybridation, ou la fertilisation croisée entre différents univers. Notre société est organisée à rebours de cette nécessité : les « politiques », les « entrepreneurs » ou les « universitaires » vivent dans des mondes séparés, jusqu'à acquérir la conviction sincère, que le passage de l'un à l'autre est impossible, voire inutile. Or, la valeur se crée dans ces croisements fertiles. Les corporatismes ou les communautarismes participent de cette segmentation d'où naissent les tensions et les fractures. Hybrider est

autant une promesse d'efficacité, de reconnaissance, que d'altérité féconde.

Au-delà des principes, l'anticipation interroge nos marges de manœuvre. Le souffle de nos organisations et leur prospérité ne peuvent plus s'accommoder d'une réduction de notre champ de vision, au risque que les cycles de destruction gagnent sur ceux d'un authentique progrès. L'exercice d'anticipation ouvre cette grande respiration.

« L'homme a perdu la capacité de prévoir et d'anticiper, il finira par détruire la terre » prédisait Albert Schweitzer. Nous y sommes presque.

Anticipons ...

Jean-François RIAL

Président de
Voyageurs du Monde

Jean-Christophe FROMANTIN

Délégué général d'Anticipations
Maire de Neuilly-sur-Seine

Tribune publiée dans Les Echos le 10 octobre 2024

ONTOLOGIE

Ce terme fait référence à un domaine de la philosophie qui traite de la question de l'être. L'ontologie invite à s'interroger sur le temps, le devenir, le sens de l'existence ou au contraire sur son caractère absurde.

Vaste sujet, que l'on ne peut évidemment pas embrasser en quelques heures... Nous avons choisi trois explorations. La première, autour de l'enjeu environnemental, s'appuie sur les travaux de Bruno Latour et invite à concevoir de nouvelles façons de vivre avec la capacité à utiliser les existants et à les transformer : une écologie d'héritage, de réconciliation sans baisser les exigences.

La deuxième aborde les questions du vivre ensemble, du bien commun en conjuguant la pensée philosophique et l'expérience de terrain.

Enfin, nous nous sommes penchés sur la dégradation de la santé mentale dans un monde de plus en plus urbanisé, de plus en plus concentré. Quelle évolution anticiper, quelles voies se dessinent pour le futur ?

LES THEMES TRAITES ET LES INTERVENANTS

- **« Retour à la Terre ».**
Professeur Gregory QUENET, historien, pionnier de l'histoire environnementale en France.
- **« Séparatismes ! »**
Marguerite LENA, philosophe, élève de Paul Ricoeur, spécialiste des questions d'éducation.
Xavier LEMOINE, maire de Montfermeil depuis 2002 et Président du territoire Grand Paris – Grand Est.
- **Santé des villes et des habitants des villes ...**
Professeur Franck BAYLE, médecin psychiatre, professeur des universités, spécialiste de la violence.
Jean-Christophe FROMANTIN, maire, chercheur associé à la Chaire ETI (Entreprise Territoire et Innovation) à la Sorbonne.

Bâtir une écologie qui propose un horizon d'attente commun

« La grande singularité de l'écologie par rapport aux autres idéologies, c'est que c'est la seule à ne pas avoir construit un horizon d'attente. Le marxisme, l'anarchisme, le nazisme, le socialisme, etc. ont tous construit un horizon d'attente qui illustre la société nouvelle vers laquelle ils veulent aller pour le meilleur de leur pays.

L'écologie ne l'a pas fait et elle n'est toujours pas capable de dire dans quelle société on veut vivre et à quoi elle va ressembler.

Et il me semble que dans ce domaine on peut agir pour construire un horizon d'attente collectif, qui échappe aux clivages partisans. On devrait pouvoir s'entendre à l'échelle d'une nation sur une vision commune. Par exemple être tout simplement capable de dire : « dans quel territoire veut-on vivre ? ». « Est-ce qu'on veut un territoire dans lequel les campagnes sont délaissées pour revenir au sauvage ? Est-ce qu'on veut une écologie où il reste des villages, ou une vie métropolisée ? ». Ça reste une vision du monde, mais elle n'est plus partisane de la même manière.

On voit l'ampleur d'un profond changement à faire. Si on compare à ce qu'a fait le monde industriel pour construire une vision de la civilisation industrielle, c'est un effort colossal.

La civilisation écologique n'a pas l'équivalent. Elle n'a pas les mêmes densités d'artistes, de penseurs, il n'y a pas cette vision d'ensemble et les partis écologistes, ou autres, français, ne travaillent pas ce sujet. Nous avons une communauté de destin, nous vivons tous la même situation de nature qui s'est mise en mouvement à l'échelle des sociétés humaines, mais nous n'avons pas un horizon d'attente commun. (...)

Le schéma habituel de la transition écologique est de dire : « On s'est trompé, on va recommencer à zéro. On va changer nos fenêtres, nos voitures, on va changer quasiment tous nos habitats, c'était une erreur ! XVIe ou XXe siècle, on efface, on recommence. ».

Ceci ne marche pas. Il faut donc inventer autre chose.

Il faut construire de nouvelles alliances entre des personnes qui pensent qu'il est possible d'avoir une espérance terrestre, mais qu'elle ne soit pas du *greenwashing* ou de la compensation. Nous devons construire quelque chose d'exigeant, qui amène à assumer nos erreurs pour comprendre

pourquoi on a fait des choses qui ne sont pas tenables, comprendre qu'on ne peut pas continuer ainsi, et en même temps, ouvrir sur des éléments positifs. »

Grégory Quenet

Séparer pour distinguer ou séparer pour exclure ?

Il me semble qu'on peut distinguer deux figures contraires de l'acte de séparatisme. Et je pense que c'est déjà une clarification de ne pas les mélanger. On peut « séparer pour distinguer », séparer pour sortir de la confusion. Quand on mélange tout de manière indifférenciée et indifférenciante, on ne peut pas viser des finalités propres et spécifiques. Pour prendre un exemple simple, si on sépare les malades et les bien-portants dans l'hôpital, c'est que les finalités sont différentes. Et donc, pour atteindre ces finalités il faut bien distinguer les destinataires.

Cette séparation pour distinguer conditionne une possibilité de relation - il n'y a une relation que sur la base d'une différence - et ces relations sont un enrichissement par le jeu des différences entre les partenaires.

« Séparer pour distinguer » est à bien distinguer et à bien séparer de « séparer pour exclure ». Séparer pour exclure, séparer pour rejeter, séparer pour rester dans l'entre-soi, risque bien au contraire d'isoler et d'absolutiser les finalités poursuivies par le groupe particulier. Cela bien sûr rompt les relations et en rompant les relations cela appauvrit chacune des parties.

Ces éléments-là naissent de la peur et entretiennent la peur, la peur de la différence. Le rapport à la différence est un haut lieu de combat spirituel car chaque différence me rappelle que je ne suis pas tout. Il y a de l'autre dans tout. Chaque différence est un lieu de discernement quantitatif.

Marguerite Léna

Redonner dignité et fierté aux habitants

Tant qu'on n'a pas redonné dignité et fierté aux habitants par la qualité de l'urbanisme, de l'architecture et de l'espace public, il est vain de vouloir obtenir des résultats avec tout le reste, tel que les politiques culturelles, éducatives et la sécurité. Lorsque les institutions ont redonné dignité et

fierté à nos populations, et qu'elles savent qu'elles tiennent cette dignité et cette fierté de l'action publique, elles sont beaucoup plus respectueuses de l'action publique et vont même concourir à l'action publique.

Nos habitants sont dans des logiques de survie. Si ce sont les institutions qui leur donnent dignité et fierté, c'est bien. Si c'est la délinquance qui leur donne subsistance et que les institutions sont incapables de leur donner dignité et fierté, à ce moment-là, au mieux c'est l'omerta, au pire c'est la complicité. Alors, c'est du maintien de l'ordre. Mais ce n'est pas de la tranquillité publique et encore moins de la paix. (...)

« Lorsque l'on communique autour du beau, le lendemain, ça ne se passe pas de la même manière ».

Xavier Lemoine

« Métropolarisation » : n'est-on pas allé trop loin ?

Est-ce que la polarisation métropolitaine, la métropolarisation, que nous vivons et qui a été largement encouragée par les politiques publiques, n'est pas la traduction d'une dérive du fait d'avoir été trop loin dans cette évolution ? Dans beaucoup de pays, aux Etats-Unis, en Europe, la polarisation, ou la surpolarisation, a amené, petit à petit, à rabattre les gens vers la métropole. On le voit bien en France, où l'arrêt d'une politique d'aménagement du territoire, l'arrêt d'un équilibre territorial a généré des rabattements de populations vers les métropoles.

Et il y a cette perception, « grandes villes, grands services, grands équipements » et, « petites villes, petits services, petits équipements », Petit à petit, cette surpolarisation a amené à fermer des équipements et à les rabattre vers la grande ville, vers une construction urbaine qui s'articule par de la densité et par une perception de périphérie, là où nos parents parlaient de province.

Et cette théorie ville globale - périphérie, s'est faite au détriment de la Terre. La Terre est devenue pour l'essentiel soit un domaine de production, soit une périphérie. Et la prise en compte de la diversité territoriale comme un élément de qualification pour une économie, pour une politique environnementale n'est pas du tout la doxa qu'on a l'habitude d'entendre. La perception que j'ai eue, au travers notamment de la traversée de la

France à vélo que j'ai faite, c'est que finalement, une métropole était perçue comme une chance, et les territoires, les villes moyennes, même les grandes villes de province, étaient perçus comme une charge.

Or, plusieurs économistes ont démontré que la création de valeur économique qu'on prêtait aux métropoles, était d'abord l'accumulation d'une économie résidentielle, et pas tant la création d'une valeur économique authentique. Si on a une création de valeur qui est davantage liée au phénomène d'économie résidentielle avec un niveau d'externalités négatives, de congestion, de mauvaise santé, etc., qui dépasse un certain seuil, on a un système qui devient uniquement performatif, qui vit pour lui-même, mais qui n'est plus un système qui vient irriguer le territoire, qui vient valoriser nos avantages comparatifs et qui participe surtout de l'épanouissement et des projets de vie. Les données des études et sondages (80% des français souhaitent vivre dans une ville moyenne ou un village) montre que vivre dans une métropole avec ses phénomènes de congestion ou d'uniformisation, est perçu comme un obstacle à nos capacités d'épanouissement.

Jean-Christophe Fromantin

Nous sommes devenus des « êtres prothétiques »

« On sait que les statuts socio-économiques faibles, l'absence d'emploi, de support social, un environnement difficile avec trop de lumière, trop de bruit, les toxines, la pollution, etc. tout ceci participe aux troubles mentaux. Dans tous les pays on observe de plus en plus de troubles anxieux, de dépression, et il y a plus de troubles mentaux à la ville qu'aux champs.

Reconnaissons que les choses ont changé brutalement en 150 ans avec la concentration des villes, les progrès scientifiques, les innovations sous toutes les formes (hygiène, confort, nouvelles technologies...). Ce changement est encore plus brutal par exemple dans un pays comme le Qatar où en 30 ou 40 ans, des bédouins sont passés d'une vie sous une tente à un immeuble de 35 étages avec air-conditionné et plusieurs téléviseurs. Sur une si courte période, les capacités d'adapter la culture d'un sujet à ces transformations sont évidemment débordées. Et c'est probablement l'une des raisons qui fait qu'il y a plus de troubles

psychiatriques dans les villes, avec le sentiment d'être dépassé, de ne pas être à la bonne vitesse et inondé d'informations, toutes péjoratives.

On estime que 30% des gens ont souffert ou vont souffrir d'un trouble dépressif au cours de leurs vie.

Ces transformations ont fait de nous des « humains prothétiques ». Nous avons plein de prothèses, et pas que les lunettes ou les prothèses de hanche ! C'est le tout-à-l'égout, la chaîne du froid, la vaccination, les médicaments, le chauffage, etc. Si on arrêtrait tout ça, en l'espace de même pas 20 ans, trois quarts de la population européenne mourrait. Ce ne serait pas la peste noire, mais ça serait la même hécatombe. On a besoin de tout ça, on ne peut pas s'arrêter. Tous ces progrès qui sont maintenus en permanence affaiblissent globalement l'espèce.

On survit mieux, mais la réalité, c'est qu'on affaiblit notre espèce, individuellement et collectivement, et on la renforce par nos prothèses ».

Pr. Franck Baylé

Pathologies métropolitaines

Jean-Christophe Fromantin, Délégué général Anticipations, **Pr Franck Baylé**, Psychiatre. Article paru dans Les Echos le 12 mars 2025.

La promesse d'une vie heureuse dans les hypermétropoles globales n'est-elle pas la promesse d'un monde à l'envers ? Depuis quelques décennies, les spécialistes de la ville, mais aussi les politiques, ont associé la modernité à la grande ville. Plus la ville est grande, plus elle serait prospère. Le fordisme a encore de beaux restes. Car, en matière urbaine, cette théorie du big is beautiful, dont la contribution au développement est contestable, ne fait pas que des heureux ; elle participe de plus en plus aux maladies. Des territoires se vident, alors que d'autres débordent. Pourquoi sommes-nous incapables d'approcher l'urbanisme autrement que dans des politiques d'empilement, en développant des concepts d'accumulation, comme « la ville sur la ville » ou « la nature en ville » ? Sommes-nous certains que cette hyperconcentration est la préfiguration d'une vie meilleure dans une ville heureuse ?

80% des Français rêvent de villages ou de villes moyennes

Trois angles méritent d'être pris en compte pour aborder ces sujets d'anticipation : l'aspiration sincère des populations ; l'impact de la métropolisation sur la santé ; et les alternatives possibles.

Sur les aspirations des habitants, il y a peu d'équivoques. A chaque sondage, chaque test, chaque étude, les envies de nature, de proximité et d'authenticité apparaissent de plus en plus fortes. 80% des Français rêvent de villages ou de villes moyennes. Pour toutes les générations, l'envie de vivre dans des échelles humaines est clairement exprimée ; car les externalités négatives de la grande ville se multiplient : la congestion, la pollution, l'isolement ou les difficultés à se loger sont de plus en plus difficiles à supporter. La recherche d'équilibre est d'autant plus forte que la technologie offre la possibilité de se mettre au vert tout en préservant un mode vie urbain. Les réseaux viennent questionner les silos. Les nouveaux modes de communication ne procèdent pas tant d'une

concentration des individus que de la qualité de leurs relations. Or, les connections ne sont pas qu'une affaire de technologie, mais aussi de qualité de l'habitat, d'accès aux activités et d'espace public. Tout ce dont la densification restreint le développement.

Sur les pathologies urbaines, les chiffres interpellent. Au-delà des décès dus à la pollution urbaine – estimés chaque année en France à 48 000 cas et à plus de 6 millions dans le monde (source OMS) –, les pathologies mentales et comportementales se multiplient. Sur une vie entière, 25% d'entre nous

***Plus nos
comportements
sont altruistes,
mieux nous allons***

feront une dépression. L'exposition au stress est directement corrélée au contexte au sein duquel nous vivons : plus il est dense, plus les aspérités socioéconomiques sont nombreuses, plus les troubles mentaux se développent. L'indisponibilité, le déracinement et la

promiscuité embolisent notre épanouissement ; ils nous ont plongé dans un individualisme forcené. Or, plus nos comportements sont altruistes, mieux nous allons. Avec le temps, nous corrigeons la situation en adoptant de multiples artefacts : des lunettes pour mieux voir, des appareils auditifs pour mieux entendre, des masques pour mieux respirer, des climatisations contre le réchauffement, des réseaux sociaux pour se rencontrer, des vaccins contre les virus, ou des casques de réalité virtuelle pour voyager sans bouger. Mais l'espèce humaine ne se fragilise-t-elle pas ? Ce sont les prothèses qui la maintiennent dans un équilibre qu'il faudrait questionner. Ce n'est plus la survie qui est en jeu, mais la qualité de la survie.

Le troisième angle porte sur les solutions alternatives, car une chose est de considérer l'intérêt des villes, une autre est d'en réduire l'ambition aux seules hypermétropoles. La chute de Rome aurait dû nous inspirer

***Ne pas réduire les
ambitions urbaines
aux seules
hypermétropoles***

d'avantage. Car l'histoire démontre que le gigantisme n'est pas la règle en matière d'urbanisme, surtout quand il s' imagine comme l'alpha et l'oméga du progrès. En France, sur 107 chefs-lieux de la Gaule impériale, seuls 13 ont disparus, et sur les 55 agglomérations de 100 000 habitants, 37 sont

d'anciennes cités gallo-romaines. Ces chiffres démontrent, s'il en est besoin, que les théories d'accroissement perpétuel – celles qui nous conduiraient vers l'hypermétropolisation – ne résistent pas à la résilience d'un tissu urbain diversifié, composé de villages et de villes, de voies et de tracés, dont l'histoire n'a pas effacé l'existence. Ce semis d'urbanités qui jalonnent nos territoires constitue autant de milieux fertiles nécessaires à notre épanouissement et à notre développement. C'est dans cette diversité que se construira une urbanité moderne et respectueuse de chacun.

Les métropoles sont des espaces d'échanges, mais elles ne sont exclusives d'aucun autre territoire. Bien au contraire, leur centralité est intimement corrélée à la prospérité des territoires alentours et à l'épanouissement de ceux qui y vivent.

Se loger n'est pas habiter...

Jean-Christophe Fromantin. Article publié dans le n°531 de la revue Servir des anciens de l'ENA-INSP – octobre 2024.

Les politiques de logement s'enchainent sans être véritablement efficaces. En parallèle, des sentiments de mal-être, de délaissement, voire de déclassement touchent de plus en plus les populations, rurales comme urbaines. Dans un monde qui change, la question de pose par conséquent d'un regard nouveau sur les aspirations des Français à habiter.

La crise du logement – ou plutôt les crises du logement – participent d'un cycle régulier fait de hausses et de baisses, indexées le plus souvent sur des paramètres macroéconomiques, économiques et financiers. Des mesures législatives et leur lot d'avantages fiscaux, mais aussi des durcissements de la loi SRU, s'invitent dans le récit afin de corriger ses oscillations. Mais une question n'est que trop rarement posée : celle des aspirations et des projets de vie des Français. Elle se pose différemment de celle du logement ; elle interroge l'idée « d'habiter » dans toutes les dimensions du verbe. Or, les tensions répétées de la société, et la dépression collective dont les symptômes se multiplient, doivent nous amener à prendre de la hauteur. Plutôt que d'empiler des textes législatifs, une vision large et pluridisciplinaire mériterait d'inspirer nos politiques dans ce domaine.

L'idée d'habiter – celle qui permet à chacun de réaliser son projet de vie – est naturellement au cœur du projet politique ; le reste est contingent. Pour autant, les politiques de logement procèdent systématiquement d'une approche utilitariste. Elles partent d'un postulat de densification, hérité des besoins en main d'œuvre de la révolution industrielle, puis de la tertiarisation de l'économie, actualisé par la frugalité foncière liée aux enjeux environnementaux. La métropolisation du monde a façonné l'arrière-plan d'une approche quantitative qui consiste à loger de plus en plus de monde sur de moins en moins d'espace ; en ajoutant l'idée (saugrenue) de mettre la « nature en ville », pour se donner bonne conscience. Pour autant, avons-nous posé la question essentielle : Où et

comment les Français veulent vivre ? Elle est pourtant centrale, et se pose à différents titres :

***Les dynamiques
populationnelles sont
structurellement et
historiquement
centrifuges***

Les cycles de concentration et de dispersion des populations démontrent s'il en est besoin que les dynamiques populationnelles sont structurellement et historiquement centrifuges ; la concentration dans l'espace procède de différents phénomènes, plus ou moins longs, liés aux religions, aux guerres, aux

cycles de progrès. La principale raison qui nous amène à nous interroger sur l'avenir de la densité des métropoles tient au fait que leur développement foncier et immobilier, lors des périodes d'accélération, est davantage dicté par des règles d'optimisation économique et financière au détriment des équilibres organiques qui participent du développement durable des villes (Lewis Mumford, *La cité à travers l'histoire*, 2011). L'Homme est spontanément attiré vers des échelles humaines, plus proches de la nature.

Les mouvements observés aujourd'hui reflètent cette dynamique centrifuge. De nombreux sociologues pointent les déséquilibres fondamentaux qu'induit un excès d'urbanisation avec une dégradation des facultés d'émerveillement ou d'altérité (Rosa, *Résonnance* 2018). La philosophe Simone Weil (*L'Enracinement*, 1942) alertait sur les risques de déracinements et ses effets collatéraux. Bruno Latour (*Où atterrir ?* 2017) ouvre la transition, d'un modèle social vers un modèle géosocial, préférant les réalités de la terre à celles du globe.

La question est régulièrement posée aux Français par les spécialistes de l'opinion. Les réponses corroborent très nettement ces approches, pour les raisons évoquées ci-dessus. L'envie de « villages » et de « villes moyennes » oscille entre 70 et 85% des répondants selon les périodes et les instituts de sondage ; avec une attente plus forte de la part des nouvelles générations. Ce mouvement est motivé par une recherche de proximité avec la nature ; par un besoin de lien social ; et par la prise en compte d'une architecture technologique en réseau qui permet progressivement d'accéder à des services réservés jusqu'à présent aux grandes villes. En 2018, avant le

Covid, j'écrivais un essai sur ce sujet, expliquant que nous sommes en train de passer d'un monde où nous vivons là où il y a du travail, vers celui où nous travaillons, là où nous voulons vivre. Cette bascule est essentielle dans l'approche future des politiques de logement.

Tous les travaux de prospective, comme l'approche empirique, portent à croire que nous abordons un nouveau cycle de dispersion. Les politiques de logement doivent s'en inspirer et ouvrir une perspective plus moderne qui ne se limite pas à la densification métropolitaine. À la suite de la crise des gilets jaunes, une note du Conseil d'Analyse Economique (Algan, Malgouyres, Senik, CAE#55, Territoires, bien-être et politiques publiques), analysait les symptômes de malaise, pour relever les limites de l'aménagement centralisé, et appeler à un nouvel équilibre mieux distribué sur le territoire.

L'approche du logement, telle que nous la développons encore aujourd'hui, est obsolète

Par conséquent, l'approche du logement, telle que nous la développons encore aujourd'hui, est obsolète ; elle est fondée sur des principes et des contingences qui datent de la fin du XVIII^e siècle. Elle doit évoluer. Plutôt que de sédimer des mesures correctives, nous devons impérativement prendre en compte les

aspirations de qualité de vie et poser l'organisation de nouvelles échelles. Cette approche passe par un acte fort d'aménagement du territoire pour permettre à chacun « d'habiter » un lieu dans tous les sens du mot. Nous devons penser le logement de façon plus large : L'empreinte culturelle du territoire et les affinités qu'il génère, l'accès aux services publics, le développement d'une économie diversifiée qui ouvre des perspectives d'emploi, participent des composantes essentielles d'une politique de l'habitat moderne, enracinée, ouverte sur l'ensemble de nos richesses géographiques.

Cette approche vise à combiner deux échelles : les villes moyennes, comme espaces de vie et d'accès aux services ; les métropoles comme plates-formes d'échanges et d'hybridation connectées au monde. Quatre axes stratégiques permettraient d'y parvenir : réintroduire un réseau de villes moyennes afin que chaque Français ait un accès équitable aux services

publics ; inclure toutes les villes moyennes dans une ère métropolitaine et renforcer les fonctions de centralité des métropoles ; travailler une meilleure porosité entre les villes moyennes et les métropoles afin d'engager leur complémentarité ; construire des infrastructures numériques et de transport basées sur cette nouvelle armature. Ne pas le faire, expose la France à des phénomènes de développement asymétriques et de tensions croissantes ; à cause d'une attrition de l'espace vital dans les métropoles ; d'un mouvement erratique vers les territoires les plus attractifs, entraînant des problèmes d'éviction des populations locales ; avec l'émergence de nouveaux déserts français ; avec une standardisation de notre économie générant une détérioration de nos avantages comparatifs ; avec des difficultés croissantes dans la lutte contre le réchauffement climatique liées à des polarités et des pendularités excessives. Mais le plus grave procède de l'incapacité de l'acteur public à prendre en compte les aspirations des populations, au risque de contrarier les projets des Français, et d'enclencher sans cesse de nouvelles frustrations et par conséquent des crises à répétition.

***Priver les gens
d'habiter, c'est les
priver d'espérer***

Aujourd'hui l'État demande aux collectivités territoriales d'élaborer des documents d'urbanisme sans proposer de les inscrire, ni dans une vision géographique d'ensemble, ni dans une construction holistique qui mette en perspective les autres composantes de l'action publique. Cette approche, expurgée d'une vision politique authentique, se résume à des portées à connaissance technicistes et court-termistes qui génèrent autant « d'isolats urbains » qu'il y a de plans d'urbanisme. La sémantique parle d'elle-même : se loger n'est pas habiter. Toutes les crises récentes procèdent peu ou prou de ce vide. Car priver les gens d'habiter, c'est les priver d'espérer.

La Défense, à l'épreuve d'une réaffirmation de l'ambition nationale

Pr. Didier Chabaud, Jean-Christophe Fromantin, Pr. Carlos Moreno, Chaire ETI, Université Paris1-Panthéon-Sorbonne. Article publié dans La Tribune le 17 février 2025.

La crise immobilière que traverse le quartier d'affaires de La Défense interroge. Et pour cause, 700 000 m2 de bureaux sont vides, la valeur des actifs a baissé de 50% et les utilisateurs rechignent à venir. Le modèle de La Défense, symbole d'un modèle fordiste hérité de la Charte d'Athènes, semble résolument daté.

A l'instar des cités industrielles bâties au XIXe siècle dont la mondialisation a scellé le sort, les quartiers d'affaires monofonctionnels sont aussi menacés. Dans le premier cas, nous avons assisté à la dispersion des machines ; aujourd'hui nous observons une dispersion cognitive du travail. Les machines se sont relocalisé là où les configurations sociale, technique et géographique permettaient d'optimiser les coûts ; la connaissance se relocalisera là où les conditions de vie seront les plus favorables à l'épanouissement personnel et aux interactions sociales. C'est une nouvelle révolution ; les chaînes de valeur cognitives répondent d'autres critères que les supply-chain.

Cette révolution questionne la modernité. Là où nous pensions que des tours toujours plus hautes seraient le signe du progrès et que l'intensité relationnelle était consubstantielle d'une densité métropolitaine maximisée, nous découvrons qu'elle s'incarne davantage dans une socialité apaisée et créative, dans la diversité des expériences humaines et culturelles. Le monde change, les hypermétropoles révèlent leurs fragilités économiques, sociales et environnementales, les technologies bousculent les lois d'échelles, les nouvelles générations n'adhèrent plus au modèle massifié sur lequel nous persistons à projeter l'avenir.

C'est en cela que La Défense est un cas. Non pas à travers l'inventaire de ses externalités négatives, mais dans le signal plus large que sa transformation pourrait amorcer.

En 1972, alors que nous étions en plein croissance, Pompidou justifiait l'existence de La Défense par son urbanisme novateur « pour faire de la France une grande puissance économique et de Paris un grand centre d'affaires ». En 2025, l'enjeu est tout autre. L'ambition économique de la France, ne passe plus par une course à la tour la plus haute ; elle passe par ses singularités, par sa capacité à être un centre d'innovation et créativité.

***Le président de la
République choisit
Versailles pour
promouvoir
l'attractivité de la
France***

Des enjeux que les stéréotypes de verre et d'acier n'incarnent plus. Pour preuve, le président de la République choisit Versailles pour promouvoir l'attractivité de la France auprès des grandes entreprises mondiales ou le Grand Palais pour célébrer l'IA... Le potentiel d'évolution de La Défense n'est pas non plus celui d'un quartier mixte, de bureaux, de logements et de commerces. C'est l'ambition

commune à toutes les villes de tendre vers cet équilibre multifonctionnel. L'enjeu de La Défense est tout autre. Il interroge l'avenir d'un quartier emblématique au cœur de l'axe historique : Qu'est-ce qui justifiera demain – aux yeux de tous les Français – l'intérêt national de La Défense ?

Les « affaires », comme le commerce ont toujours constitué la part instable des villes car les modèles économiques changent et les villes durent. C'est un enjeu de transformation. Un quartier d'affaires est naturellement voué à mourir, puis à être remplacé par une activité qui légitimise à nouveau sa centralité (Braudel, L'histoire du capitalisme, 1985). La Défense n'est pas un sujet d'urbanisme parmi d'autres ; elle doit témoigner d'un progrès dont il nous appartient collectivement d'interroger le sens.

Dans des travaux de recherche récents, nous avons exploré la zone d'intersection entre l'iconographie des villes-monde (Sassen, The Global cities, 1991), caractérisée par les quartiers d'affaires, et les territoires d'appartenance (Weil, l'Enracinement, 1943) ; nous avons cherché comment La Défense pourrait être à la fois un sémaphore à l'échelle mondiale, mais aussi un milieu fertile ouvert aux échanges. Car, partout

dans le monde, les « business district » ne sont plus tant associés à des ensembles tertiaires monofonctionnels, ni à des performances économiques, ni à l'addition de chiffres d'affaires, mais à une somme d'interactions, de médiations, d'hybridation et de travail en commun dont la connaissance, la culture et la recherche sont les ferments. Hier les entreprises cherchaient des mètres-carrés, aujourd'hui elles cherchent des idées et des talents pour innover.

Reconstituer un milieu fertile, en lien avec d'autres milieux fertiles

Par conséquent, pour reconstituer un milieu fertile, en lien avec d'autres milieux fertiles, La Défense doit tendre vers toutes les porosités possibles : celle des savoirs, celle des géographies, celle des générations, celle des histoires, celle des fonctions. C'est dans toutes ces composantes que se cristallisera son renouveau. Elle sera un lieu de rencontre éphémère ou régulier, une interface entre nos territoires et le monde, un espace de débat, de recherche et de culture, un pôle de congrès et un centre de formation unique au monde, dans une iconographie profondément réinventée et réellement habitée.

L'urgence de réhabiliter le Louvre ne doit pas obérer celle de La Défense. L'un ne va pas sans l'autre dès qu'on parle du rayonnement de la France. Si on convoque l'intérêt national, il appartient au Président de la République d'ouvrir le débat. Le jalonnement que Catherine de Médicis et Louis XIV avaient amorcé dès le XVII^e siècle du Carrousel à l'Arc mérite une nouvelle ambition ; mais à l'instar de la réhabilitation de Notre-Dame de Paris, ce sont tous les talents de la France qui devront voir dans La Défense un nouveau moyen d'échange avec le monde.

MODELES ECONOMIQUES

Cet atelier explore trois domaines touchés par des mutations ou transformations susceptibles d'avoir des impacts majeurs sur nos économies.

Nous avons abordé la construction de nos modèles assurantiels, et pourquoi dans un monde soumis à des risques nouveaux (climatiques, technologiques, cyber...) nous pourrions être amenés à reconsidérer des habitudes, des attitudes et des investissements avec des conséquences économiques, sociales et sociétales extrêmement vastes.

La deuxième intervention explore l'espace, l'impact des activités spatiales dans tous les domaines de notre vie : nouvelles technologies, énergie, communication, écologie, défense, santé, etc. ainsi que les perspectives du secteur spatial européen dans le contexte international.

Le troisième atelier propose une vision à 360° des nouvelles technologies et des anticipations que l'on peut formuler quant aux opportunités et risques en germe qu'elles apportent.

LES THEMES TRAITES ET LES INTERVENANTS

- ***"Assurer l'inassurable, de quoi parle-t-on ?"***
Christian WALTER, actuaire agrégé, titulaire de la chaire « Éthique et Finance » du Collège d'études mondiales de la FMSH.
- ***« Anticiper l'espace »***
Emmanuel de LIPKOWSKI, président et CEO d'Hyperion Stellar Technologies.
François ALTER, conseiller spécial du Président du CNES.
- ***Où en est la Tech ?***
Christophe AULNETTE, ancien Président de Microsoft Asie du Sud et de Microsoft France.

Assurabilité : changer notre représentation du monde.

En assurance dommages, la base des modèles et des calculs de primes repose sur l'hypothèse que les phénomènes qu'on assure évoluent de manière continue. Quand on évoque la continuité, on ne parle pas des données qu'on observe (prix, températures, etc.), mais de la représentation que l'on a du modèle mental de l'arrière-plan qui produit ces données observées. Si on imagine que le monde est continu, il n'y a pas de cassures, il n'y a pas de sauts, il n'y a pas de surprises, il n'y a que des probabilités sur des états du monde futur.

Dans ce contexte, quand on observe un choc, il est qualifié de valeur extrême, parce qu'il sort de l'imagination. Dans ce monde-là, le discontinu est perçu comme quelque chose qui tombe du ciel, comme un « cygne noir ». C'est ce qu'a dit Greenspan au moment de la crise 2008. (...).

Un économiste américain, Frank Knight, a introduit l'idée d'une distinction entre risque et incertitude. Il parle de risque lorsque l'incertitude est mesurable, lorsqu'on peut l'affecter de calculs de probabilités ou de statistiques, de dynamiques aléatoires continues, lorsqu'on peut faire des calculs de probabilités sur des états futurs. Le mot incertitude est quant à lui attribué aux situations où on ne sait pas, à des futurs face auxquels on ne peut pas mettre de probabilités. C'est la démarche de l'entrepreneur, qui engage sa personne, au sens existentiel du mot, dans un avenir totalement incertain, dans un futur inconnu, avec des scénarios possibles, pas probabilisables, qu'il va choisir et dans lesquels il va avancer, agir, prendre des décisions.

Que veut dire inassurable ?

On voit que beaucoup d'événements climatiques, environnementaux ne vont pas entrer dans l'assurabilité au sens classique, pour les calculs de primes de risque. Mais sont-ils inassurables ? Ça dépend de la manière dont on se représente les choses. Si on change de cadre et qu'on passe dans un cadre conceptuel dans lequel on se représente un monde comme totalement discontinu, on voit, à l'image de l'entrepreneur, qu'il est possible d'agir. Et qu'est-ce qui est discontinu ? Ce n'est pas juste le choc. Il faut le voir comme étant une caractéristique essentielle des processus qui servent de base pour assurer des positions en finance ou en assurance.

Dans cette approche, il restera des cas totalement inconnus, où on ne sait pas qu'on ne sait pas, mais elle évite de se rassurer avec une impression de continu qui tout à coup est heurté par « le cygne noir » qui tombe du ciel. Je pense qu'il faut changer de représentation, passer à une représentation globale dans laquelle le monde paraît discontinu.

Christian Walter

La Lune, nouvelle terre de conquête ?

L'économie du secteur spatial pèse environ 400 milliards de dollars avec une nette domination américaine, (environ 80 milliards d'investissements par an).

La Chine s'affirme comme le concurrent qui veut rattraper les Etats-Unis avec des investissements difficiles à mesurer mais probablement assez proches. Les Chinois veulent retourner sur la Lune, comme les américains, pour s'y installer, en raison des ressources et des opportunités qu'elle offre. La maîtrise du spatial est un enjeu de défense, avec la maîtrise du renseignement, voire de l'attaque avec les missiles balistiques qui emploient des technologies spatiales. S'ajoutent des voies de recherche dans les secteurs médicaux, technologiques, etc. où nombre d'innovations sont nées du spatial.

Aujourd'hui, de nouvelles opportunités apparaissent qui sont les déportations d'infrastructures, par exemple les *clouds*, avec la possibilité d'utiliser le spatial comme lieu de stockage, comme lieu de fabrication, mais aussi, avec la Lune, d'avoir accès à des ressources en termes de minerais, d'eau, d'Hélium 3. Ces ressources peuvent aussi permettre de se servir de la Lune comme d'une sorte de *hub* ou de point de départ vers d'autres destinations du système solaire.

Evidemment, tout ceci pose des problèmes juridiques. Il faut préserver la Lune et ses ressources. A qui appartiennent-elles ? Il y a le Traité de l'espace qui en fait un bien commun, mais en réalité le premier arrivé sera le premier servi.

Emmanuel de Lipkowski

Starlink, futur géant de l'accès à internet

« Aujourd'hui nous vivons l'essor du *New Space*¹, avec « un éléphant dans la pièce » : Starlink².

L'objectif d'Elon Musk n'est pas seulement d'aller sur Mars. Son objectif est d'être rentable et son vrai *business* c'est Starlink. Avec sa constellation actuelle de 7000 satellites, Starlink est dans une phase exponentielle de doublement du nombre d'utilisateurs et du chiffre d'affaires chaque année. L'année dernière, il faisait 5 milliards de dollars de chiffres d'affaires, il va faire 10 milliards cette année, 20 l'année prochaine...

Une usine qui produit 5 millions de terminaux par an vient d'être construite ; il a environ 5 millions d'utilisateurs avec un objectif de doublement chaque année.

Avec Starlink V3, l'objectif d'Elon Musk est de lancer plusieurs dizaines de milliers de satellites qui grâce à leur capacité de communication permettraient de remplacer, aussi, les fibres sous-marines. Il en a la capacité, avec le potentiel de dépasser 100 milliards de dollars de chiffre d'affaire. La question ensuite c'est Starlink V4, pour arriver aux 1000 milliards de dollars...

Ceci donne une idée de ce qui est en train de se jouer, et tous les concurrents sont très en retard. Même le deuxième, Amazon, est beaucoup plus petit avec des capacités entre V2 et V3.

En Europe on a One Web racheté par Eutelsat et on vient de décider un projet IRIS² mais qui est à une échelle beaucoup plus petite³.

Starlink est un vrai acteur qui comptera demain autant que Google. »

François Alter

¹ Accès à l'espace d'entreprises privées.

² Starlink est un fournisseur d'accès à Internet par satellite de la société SpaceX fondée par Elon Musk.

³ IRIS² comptera 264 satellites en orbite basse (ou LEO pour *low Earth orbit*, en l'occurrence 1 200 km d'altitude), et 18 satellites en orbite moyenne (ou MEO pour *medium Earth orbit*, ici 8 000 km d'altitude). À titre de comparaison, Starlink compte déjà 7 000 satellites et envisage d'en déployer en tout 42 000 en orbite basse. Amazon est sur le point de lancer les premiers satellites de la constellation Kuiper, qui devrait en compter 3 200. Source <https://www.polytechnique-insights.com/tribunes/industrie/iris2-tout-savoir-sur-cette-nouvelle-constellation-europeenne>. 11 mars 2025

Avec le déploiement de l'IA, l'obligation de repenser le travail.

« Avec l'IA est-on dans un scénario d'augmentation ou de suppression ? L'augmentation, c'est le scénario d'amélioration continue de la productivité, d'automatisation des tâches très rébarbatives qui libère du temps pour les cols blancs. Le manager passe moins de temps sur les tâches administratives et peut se consacrer à mieux manager, écouter, former. On va avoir des agents IA qui sont des exosquelettes physiques, mais aussi, numériques : ils accélèrent la capacité à utiliser les outils bureautiques, facilitent le travail et décuplent la productivité. En contraste, il y a aussi un scénario avec une automatisation à grande échelle, une révolution industrielle qui touche les cols blancs. Il y a un enjeu majeur à se poser la question de ce que sera le travail de demain. Aujourd'hui, on ne sait pas. Il y a des inquiétudes, mais aussi des raisons d'espérer. (...)

Je pense que l'IA va permettre un découplage entre croissance économique et croissance démographique. Il y a un choc démographique conséquent, qu'illustre bien le débat sur les retraites. En 1960, il y avait quatre actifs pour un retraité, aujourd'hui, il y en a 1,7 pour un retraité, et on va aller vers 1 pour 1. Si demain, l'IA est capable de nous permettre d'améliorer la productivité, de générer de la valeur sans avoir forcément besoin de créer de l'emploi en tant que tel, il y aura une opportunité d'avoir une croissance du PNB qui ne sera pas forcément liée à la croissance de l'emploi directement. Ceci imposera forcément une réflexion sur une nouvelle répartition du travail avec d'énormes enjeux de société derrière. Et ce qui est nouveau, c'est que plus ça va, plus le temps de déploiement et le plan de transformation sont rapides et nous imposent d'accélérer ce genre de réflexion sociétale. »

Christophe Aulnette

Le spatial s'apparente à une nouvelle géographie du progrès

Jean-Christophe Fromantin, délégué général du programme Anticipations ; **François Alter**, conseiller du Président du CNES ; **Emmanuel de Lipkowski**, PDG et cofondateur de Hyperion Stellar Technologies. Article paru dans Les Echos le 25 avril 2025.

La course à l'espace est liée à des enjeux numériques, économiques et géographiques, analysent trois spécialistes. La France, première puissance spatiale européenne, doit naviguer dans une compétition internationale intense dominée par les Américains et les Chinois.

L'actualité spatiale est dense : péripéties du Starship de Space X, domination de Starlink, retour perturbé des astronautes de l'ISS, utilisation des satellites d'observation pour la surveillance militaire ; elle participe des grands enjeux de prospérité et de souveraineté qu'il nous faut intégrer dans nos anticipations.

La France, première puissance spatiale européenne

La France est la première puissance spatiale européenne, avec la création de l'ESA, d'Arianespace, d'Airbus, de Thales, de Safran et de grands programmes comme Galileo ou Copernicus ; l'Europe compte ainsi parmi les grands acteurs malgré un budget relativement modeste (environ 14 milliards d'euros par an). Le premier succès du lanceur européen Ariane 6 en témoigne. Si les Etats-Unis dominent avec un budget de plus de 73 milliards d'euros en 2023 (dont deux tiers du département de la Défense), elle est en rivalité avec la Chine, l'autre puissance spatiale, qui a posé avec succès des robots sur la Lune et Mars, et dispose d'une grande station orbitale habitée « Tiangong ».

L'avenir de l'espace est d'autant plus complexe qu'il est encore très faiblement réglementé et ouvert à toutes les perspectives de conquête. Le Space Act des USA, en 2015, a posé un principe non écrit de « premier présent, premier servi »...

Les convoitises sont motivées par un champ d'opportunités particulièrement diversifié. C'est un « enjeu de civilisation » osent certains spécialistes pour situer l'ampleur du défi et les deux grandes dimensions structurantes qu'il convient d'appréhender : le « space to earth » (vers la Terre) et le « space to space » (vers l'espace) ; le premier est contingent de nombreuses fonctions et applications que nous utilisons ; le second ouvre des perspectives de ressources quasi illimitées.

La sphère numérique est au premier rang des opportunités. L'Internet par satellite dont Starlink a démontré l'efficacité n'en est qu'à ses débuts. L'opérateur Starship prévoit le déploiement de 40.000 satellites et ambitionne de gérer jusqu'à 40 % des flux de télécommunication, y compris ceux qui passent par les câbles sous-marins.

Si aujourd'hui la navigation et les télécommunications occupent majoritairement les constellations, tous les domaines de l'observation et de l'information vont être concernés : le changement climatique, l'urbanisme, le renseignement ou la santé ouvriront des applications spatiales. Le « cloud computing » n'échappera pas à un développement qui pourrait rendre le stockage et l'accès aux données encore plus performants.

L'autre enjeu est celui des échanges physiques dont le développement suit la baisse des coûts d'accès à l'espace. Depuis toujours, l'essor des

***L'espace devient le
nouveau territoire
à organiser***

civilisations s'est appuyé sur un équilibre entre les métropoles et leur arrière-pays, entre centres de décision et infrastructures de production. Aujourd'hui, cette dynamique s'étend au-delà de la Terre : l'espace devient un nouveau territoire à organiser, où les logiques d'aménagement, de gestion des flux et de préservation environnementale doivent être pensées.

L'aménagement spatial prolonge les stratégies terrestres : où implanter les infrastructures ? Quels corridors logistiques entre la Terre, la Lune et l'orbite basse ? Comment structurer l'accès aux ressources sans répéter les erreurs du passé ? Si la Lune revient en force, c'est autant pour ses réserves d'eau – présentes sous forme de glace sur la quasi-totalité de sa surface – que pour la possibilité d'en faire une base de départ vers d'autres horizons.

L'eau permettrait d'assurer la vie d'une base habitée par des astronautes mais aussi d'approvisionner en hydrogène les futurs vecteurs spatiaux.

Le spatial s'apparente à une nouvelle géographie du progrès. Un écosystème gravite aujourd'hui autour de ces enjeux : structuré par les infrastructures des Etats, opéré par de nombreuses entreprises privées et innervé par le New Space, un réseau commercial d'innovation tourné vers l'espace. Ce triptyque est fondamental pour guider nos ambitions.

Mais il suppose l'établissement d'une doctrine claire de la part des pays, une perspective européenne partagée et un cadre réglementaire international pour éviter que les scories terrestres dont nous payons cher les dégâts collatéraux ne trouvent dans l'espace une fuite en avant davantage qu'un progrès. Dans cette compétition mondiale, la France et l'Europe ont à choisir entre l'audace ou le déclin.

GEOPOLITIQUE

Cette session s'est déroulée au sein même des locaux de la DGRIS (Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie) où nous avons été accueillis par le Général Eric PELTIER, Directeur général adjoint de la DGRIS. Dans un contexte de fortes tensions internationales qui peuvent voir en quelques heures basculer des équilibres mondiaux, son intervention a permis d'approcher la vision qu'ont nos institutions de défense de l'état du monde actuel.

Cette vision large a été complétée par deux explorations, mêlant perspectives géopolitiques et sectorielles : l'évolution des blockchains et cryptomonnaies et souveraineté alimentaire dans un monde en guerre.

Bien que très différentes elles permettent d'anticiper des transformations profondes et interrogent nos consciences sur les valeurs et les principes que nous souhaitons dans le monde de demain.

LES THEMES TRAITES ET LES INTERVENANTS

- ***Etat du Monde actuel.***
Eric PELTIER, Général de corps d'armée, Directeur général adjoint de la DGRIS.
- ***Quand la technologie s'invite dans la géopolitique, enjeux d'intelligence et d'influence.***
Claude REVEL, ancienne déléguée interministérielle à l'intelligence économique.
Philippe RODRIGUEZ, dirigeant d'Avolta, expert sur les sujets de blockchain.
- ***Se nourrir en 2050.***
Professeur Thierry POUCH, économiste, chef du service études et prospectives des Chambres d'Agriculture France.

La puissance de nos valeurs

L'histoire nous a toujours surpris. Il faut être conscients que nous sommes dans un monde de loups. Sans rentrer dans la violence et l'agressivité, nous devons être prêts et déterminés. En tant que militaires, nous devons faire en sorte que quand nous serons surpris, nous ne soyons pas démunis.

Pour le CEMA (Chef d'Etat Major des Armées), il faut gagner la guerre avant la guerre, c'est-à-dire qu'il faut être capable de montrer les muscles avant de s'en servir. Quand on parle de réarmement de la France, de réarmement de l'Europe, c'est un réarmement militaire certes, mais il est très important que ce soit aussi un réarmement moral. Une société moralement forte est prête à absorber les crises. (...)

Je crois, personnellement que notre modèle de valeurs (droits de l'Homme, éthique, transparence, débat public, etc.), même s'il s'est un peu délité, est un modèle qui a permis à l'Europe de conquérir le monde, qui a permis le progrès. Ce modèle c'est la pensée grecque

C'est l'invention par les Grecs de la liberté. C'est ce qui fait qu'à Salamine, les rameurs Grecs, inférieurs en nombre, remportent la bataille parce qu'ils ne sont pas enchaînés ; ce sont des citoyens. Face à eux, les rameurs perses sont enchaînés ; ce sont des esclaves...

Idem pour les conquêtes d'Alexandre. Pourquoi Alexandre va conquérir le monde ? Parce qu'à Gaugamèles, la plus grande bataille de l'Antiquité, les hoplites grecs, sont des hommes libres. Ce sont des citoyens, alors que Darius III a une armée de mercenaires.

Il est intéressant de relire l'histoire par l'histoire militaire. La pensée grecque, qui a infusé tout le monde occidental a permis la liberté, et le progrès.

Général Eric Peltier

Anticiper pour influencer le futur

« Les liens entre anticipation, influence géopolitique et influence économique sont très grands. Il y a une dimension active dans l'anticipation. Anticiper, ce n'est pas seulement prévoir, c'est agir en avance. Quand on anticipe, on suppose d'abord un ou plusieurs avènements qui pourront exister, avec des probabilités plus ou moins fortes suivant le cas, mais qui, par définition, ne sont pas formés. Ça, c'est le travail de prospective. Puis, on cherche les moyens de s'adapter à chacun, ou mieux, de les formater comme nous le voulons : on estime les forces qui

s'exercent, qui se combinent, qu'il va falloir utiliser, être l'une entre elles, ou se joindre à l'une d'elles. C'est là qu'on rentre dans une logique d'influence. On évalue la force des réseaux dont on dispose, et on décide du scénario qu'on veut privilégier, des actions à mener pour qu'il se réalise, des actions à éviter ou des sauvegardes à mettre en place s'il ne se réalise pas, ou s'il y a un autre moyen de le réaliser, en le faisant évoluer.

C'est avec cette approche qu'a été formatée la Silicon Valley. Des Think tank de l'élite intellectuelle américaine ainsi qu'Al Gore et Brzezinski, avaient anticipé que la puissance et la domination des Etats Unis devraient passer par la maîtrise des nouvelles autoroutes de l'information (internet). Pour maîtriser et dominer ces canaux, ils ont favorisé et formaté l'écosystème de la Silicon Valley avec les universités de Californie, la ville de San José, des agences d'Etat qui ont fait travailler des start-up avec la commande publique. Beaucoup de ces start-up ont disparu, mais certaines sont devenues des géants tels que Google et aujourd'hui sont toujours des champions de l'innovation. Ainsi, en unissant des écosystèmes pour qu'ils travaillent ensemble ces acteurs privés et publics ont formaté à leur main tout l'environnement internet. Ceci est né d'un effort très partagé, parfaitement conscient, de formater un futur qui s'annonçait et qui avait été réfléchi. »

Claude Revel

Le paradoxe de Satoshi⁴

« Les crypto-monnaies ont été créées par des penseurs d'une économie digitale avec la volonté de lutter contre les institutions. Ils ont créé d'abord des outils de cryptographie et sont allés jusqu'à créer une monnaie, et même plus, car les cryptos ne sont pas la monnaie de l'Internet, mais l'Internet de la monnaie. Ces monnaies peuvent « parler entre elles » et s'échanger. Le principe de ces penseurs était de ne dépendre d'aucune banque, d'aucune banque centrale, d'aucune institution, d'aucun pouvoir

⁴ **Satoshi** Nakamoto est le pseudonyme utilisé par la ou les personnes ayant développé la cryptomonnaie Bitcoin.

politique et d'aucun État. Le code devient l'institution et le code est open source.

Cette finance décentralisée imagine construire des systèmes financiers, qui gèrent les actifs, qui gèrent les passifs, en échangeant des valeurs, sans utiliser d'intermédiaire. Bitcoin a été pensé comme étant à la fois une réserve de valeur et un outil d'échange luttant contre la censure.

Mais alors que le Bitcoin ne s'intéresse pas aux États, les institutions et les États s'intéressent au Bitcoin. D'une part de manière défensive en appliquant des réglementations utilisées avec la monnaie fiat, telles que les réglementations anti-blanchiment, anti-traffics, mais aussi en instaurant des réglementations contre l'évasion fiscale avec les obligations pour les détenteurs de cryptos d'héberger leurs « wallets » dans des institutions autorisées qui pourront être contrôlées. Le vrai esprit des gens qui ont créé le Bitcoin, n'était pas de recréer des banques, mais que chacun soit sa banque. Cette loi qui empêche quelqu'un d'avoir un bout de code qu'il peut mettre sur un papier et qui oblige à avoir un compte dûment enregistré va contre l'idée même de départ.

Au-delà de l'élément défensif, des États ont aujourd'hui une attitude proactive, voyant dans le Bitcoin et les cryptos une forme « d'or digital ». Le Salvador, l'Arizona ont créé des réserves en crypto, les États-Unis, la Chine, la Banque d'Angleterre travaillent sur des projets, ainsi que la BCE qui souhaite lancer un Euro numérique, normalement en 2025...

On est assez loin de la vision des cypherpunks libertariens d'origine. »

Philippe Rodriguez

Vers une « désoccidentalisation » ou « russification » des marchés agricoles

La guerre en Ukraine, qui n'est pas finie, a durablement bouleversé l'échiquier agricole international. La Fédération de Russie se positionne désormais comme un acteur central des marchés mondiaux, en particulier pour les céréales et un peu pour les oléagineux. Elle est aujourd'hui le premier exportateur mondial de blé tendre et représente à peu près 22%, du marché mondial. Capter la partie Est de l'Ukraine est décisif pour

développer sa production et ses exportations - le seul Donbass assure 10% de la production de blé de l'Ukraine-.

Il y a une superposition des questions agricoles et des questions géopolitiques et un nouvel échiquier est en train de se dessiner entre les producteurs, les offreurs et les demandeurs. (...)

La France exporte en moyenne 50% de sa production de blé et la moitié partait, à l'imparfait, vers l'Algérie, qui était notre premier client. Les choses ont commencé à changer l'année dernière avec des exportations quasi nulles vers l'Algérie au deuxième semestre. Maintenant l'Algérie commence à acheter du blé russe, qui plus est, à un prix dérisoire...

Il est assez frappant de voir que les principaux clients les plus récents de la Fédération de Russie en céréales ou en oléagineux, tels que le Pakistan, l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Vietnam, sont tous des pays qui se sont abstenus, à plusieurs reprises, de voter les sanctions à l'Assemblée Générale de l'ONU. Il y a une sorte de donnant-donnant « vous vous abstenez de voter les sanctions contre moi et je vous approvisionne ». Des choses sont en train de bouger évidemment en faveur de la Russie. Avec la période actuelle de la guerre en Ukraine, et c'est probablement ce qui va durer, on peut considérer qu'il y a une forme de « désoccidentalisation » ou de « russification » des marchés agricoles. Par les jeux d'alliance, par les jeux géopolitiques on est en train d'une certaine façon de perdre la main. En 2000, personne n'avait imaginé que la Russie occuperait aujourd'hui un rang aussi élevé sur les questions agricoles et sur les questions alimentaires.

Et demain, la Russie va être la grande bénéficiaire du réchauffement climatique. Le dégel du sud de la Sibérie devrait propulser à partir de 2080 la Russie vers une production de 1 milliard de tonnes de grains, à comparer à une production mondiale de 2,2 milliards l'an dernier. Ce qui se dessine c'est que la Russie va être une puissance extraordinairement redoutable en matière agricole. Il faut en tirer des conséquences.

Thierry Pouch

« L'Europe au défi de la "désoccidentalisation" du monde »

Jean-Christophe Fromantin. Article publié dans La Tribune le 24 avril 2025

Le terme de « désoccidentalisation » émerge dans le débat mondial, marquant un tournant géopolitique et économique. Ce phénomène résulte d'une combinaison de facteurs économiques, démographiques et démocratiques qui remodelent l'ordre mondial, rendant obsolètes les valeurs fondatrices des règles internationales.

La « désoccidentalisation » du monde ... ! Un terme qui apparaît dans le débat et dont nous pouvions difficilement soupçonner qu'il exprime un jour une hypothèse dominante. Et pourtant ! Derrière ce terme lié en particulier à la détermination des acteurs du sud-global, nous devons comprendre l'accélération de trois phénomènes profondément intriqués : économique, démographique et démocratique. Ils forment un nouveau paradigme au sein duquel les acteurs ne s'embarrassent plus des valeurs qui sous-tendent les règles internationales. Or, au moment où il serait nécessaire de renforcer nos réactions, il est probable que la tension entre l'Europe et les États-Unis participe d'un appauvrissement du socle occidental et d'un renforcement du sud-global. Lors d'une des dernières séances d'Anticipations - programme d'immersion sur la prospective, à l'adresse de dirigeants et de cadres internationaux - le Général Éric Peltier et l'économiste Thierry Pouch alertaient sur un glissement d'influence dont l'Europe occidentale doit urgemment intégrer les risques et les effets.

L'approche économique se joue dorénavant sur un cycle de renégociation des droits de douane et autres barrières non-tarifaires qui marquent l'impuissance de l'Organisation mondiale du Commerce. Aujourd'hui, ce sont près des deux-tiers des échanges internationaux qui se font en dehors des règles de l'OMC. Le cycle de Doha, lancé en 2001, qui n'a toujours pas abouti, trahit de multiples blocages qui marquent la fin de la « mondialisation heureuse ». L'approche économique se joue aussi à travers les questions alimentaires. Dans un monde qui n'arrive pas à assurer la sécurité alimentaire de sa population - dont 30% est en risque -,

le conflit entre deux grandes puissances agricoles exportatrices, la Russie et l'Ukraine, pose de nouvelles frontières dans l'architecture géopolitique internationale.

L'approche démographique est également emblématique de cette désoccidentalisation. L'Europe et l'Amérique du Nord ne représentent plus

***L'Europe et
l'Amérique du Nord
ne représentent plus
que 14% de la
population mondiale***

que 14% de la population mondiale et les projections sont de l'ordre de 10% à l'horizon 2100 ; a contrario, le bloc Afrique-Asie qui représente aujourd'hui 77% de la population mondiale devrait atteindre 83% en 2100. Ces chiffres sont d'autant plus interpellant en termes d'influence internationale que beaucoup des pays dont

sont issues ces populations relèvent de régimes fortement désinhibés qui tentent de s'imposer dans tous les champs du développement. Leur poids démographique participe à la fois d'une puissance économique, sociale et culturelle.

C'est au titre de cette approche politique que notre modèle démocratique est interpellé. La Chine a sorti 450 millions de personnes de la pauvreté sans élection démocratique, et pointe dans le peloton de tête des grands acteurs de l'innovation. Des performances qui convainquent beaucoup de dirigeants du Nouveau Monde de la pertinence d'un modèle de prospérité alternatif à celui que nous portons dans les sociétés occidentales.

La question se pose par conséquent d'une prise de conscience des enjeux et des grandes priorités qu'il nous faut adresser. Ils sont nombreux dans les domaines de l'environnement à l'énergie et dans bien d'autres secteurs. Ils sont d'autant plus stratégiques que le découplage entre les É.-U. et l'Europe pourrait marquer une étape-clé de la perte d'influence occidentale. Pour autant, deux composantes vitales paraissent essentielles à court et moyen termes : la défense et l'alimentation. L'une et l'autre participent d'une souveraineté-socle qui, à la différence de l'énergie dont le nucléaire offre des garanties, est directement liée au contexte international. Ces composantes posent l'enjeu d'un dilemme européen difficile à résoudre :

avec d'un côté la nécessité de renforcer la politique agricole commune (PAC) pour garantir notre souveraineté alimentaire et garder notre leadership à l'exportation - l'Europe est le 1er exportateur mondial de produits agri-agro - ; de l'autre, la montée en puissance des crédits militaires (800 milliards d'euros pour faire face aux risques qui se profilent ; et enfin, les préconisations de Mario Draghi qui estime à 800 milliards d'euros par an pendant 5 ans les crédits nécessaires à la mise niveau technologique... À périmètre constant, l'équation est insoluble sauf à amputer le budget de la PAC, à renoncer à notre prospérité, ou à revoir les termes de notre pacte économique et financier.

C'est probablement par un nouveau contrat européen qui nous faudra passer d'une Europe des marchés à celle d'un pôle de souveraineté fidèle à nos valeurs.

Eau et biodiversité

France Stratégie

Cette séquence a eu lieu dans le cadre d'une coopération avec France Stratégie, organisme chargé d'exercices de prospectives pour éclairer l'action gouvernementale.

Nous avons exploré deux thèmes :

- i) Les perspectives d'approvisionnement et de consommation en eau à l'horizon 2050, en couvrant les aspects sociaux, sociétaux, économiques, industriels, politiques...
- ii) Les valeurs de la biodiversité, des services écosystémiques ainsi que les pressions qui pèsent sur ces systèmes.

LES THEMES TRAITES ET LES INTERVENANTS

- ***Prospective de l'eau à 2050.***
Hélène ARAMBOUROU, adjointe au directeur France Stratégie
- ***Mettre en valeur(s) la biodiversité.***
Eric TROMEUR, chef de projet agriculture et biodiversité.

Renaturaliser nos imaginaires pour préserver la nature

La biodiversité - le tissu vivant de notre planète - est soumise à cinq pressions : le changement climatique, les espèces exotiques envahissantes, les changements d'usages des sols, la surexploitation et la pollution qui vont avoir des impacts plus ou moins importants suivant les écosystèmes. Les écosystèmes terrestres sont particulièrement touchés par les changements d'usages des sols, leur artificialisation, les écosystèmes marins, par la surexploitation et les écosystèmes aquatiques continentaux par la pollution. En plus, il faut aussi considérer des facteurs qui influent sur l'évolutions de ces pressions. La démographie est l'un des plus importants mais aussi...la déconnexion avec la nature. De plus en plus, les gens ont de moins en moins d'expérience avec la nature. Ne pas se sentir proche de la nature, n'incite pas à la protéger. Une étude de chercheurs du Muséum d'Histoire naturelle a étudié les représentations de la nature dans les films de Disney depuis les années 40. Ils observent une diminution de la représentation de la nature avec, au cours du 20e siècle, une diminution de la diversité des espèces représentées dans les films. En 1940, en moyenne, une vingtaine d'espèces animales différentes cohabitaient au sein d'un même dessin-animé, contre moins d'une dizaine en 2010. Cette perte de diversité a été observée pour Disney, mais aussi pour nombre d'autres constructions culturelles.

On vit une sorte d'urbanisation des imaginaires, une dénaturalisation des imaginaires. C'est un facteur important qui va aussi avoir un impact sur l'érosion de la biodiversité.

Eric Tromeur

Vers un doublement de la consommation d'eau en 2050 et des conflits d'usage

Il faut distinguer eau prélevée et eau consommée. Les prélèvements correspondent à l'eau douce extraite de sources souterraines ou de surface, pour les besoins des activités humaines. En France, on estime qu'environ 33 milliards de m³ sont prélevés chaque année majoritairement pour le refroidissement des centrales nucléaires qui est la première utilisation de ces prélèvements (51 %) dont plus de 95% sont ensuite restitués au milieu. La consommation d'eau correspond à la partie de l'eau

prélevée et non restituée aux milieux. Elle est estimée à 4,1 milliards de m³ par an, soit 12 % des prélèvements et c'est l'agriculture qui est la première activité consommatrice, représentant 58 % de la consommation. Ainsi les prélèvements sont relativement stables au cours de l'année alors que 75% de la consommation est concentrée sur 5 mois, entre mai et septembre avec de grandes disparités régionales du fait notamment des conditions climatiques et des spécificités locales de l'agriculture. Les exercices de prospective à 2050, s'appuient sur diverses hypothèses combinant à la fois évolutions climatiques et choix de politiques publiques. Du fait de l'évolution du parc nucléaire et des nouvelles technologies de refroidissement mises en œuvre qui nécessitent des prélèvements en eau beaucoup moins importants, les scénarios prévoient une stagnation voire une baisse de 24% à 47% des prélèvements avec des disparités régionales fortes. Mais cette baisse des prélèvements ne se traduit pas, bien au contraire par une diminution de la consommation d'eau sous l'influence d'un accroissement des besoins en irrigation dans le cadre de la poursuite de nos usages agricoles actuels. Sans inflexion des politiques publiques, les consommations en période estivale pourraient plus que doubler entre 2020 et 2050, dans la moitié du territoire. Ceci pourrait conduire à l'émergence ou l'intensification des conflits d'usage. Seul un scénario de rupture avec un modèle de société reposant sur une moindre consommation permet de contenir à 10% l'augmentation de la consommation d'eau.

Hélène Arambourou